Ninon FORSTER

ninon.forster@uphf.fr

◆ Fonctions

- **À partir de janvier 2023**, Professeure agrégée de droit public, Université Polytechnique des Hauts-de-France,

  Directrice du Master Droit public, université Polytechnique des Hauts-de-France
  Directrice de la l'axe 4 « Pouvoir », département CRISS, Laboratoire LARS).

- **Septembre 2020** – décembre 2022, Maîtresse de conférences en droit public à l'Université Rennes II, Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Innovations Sociétales (LiRIS).

◆ Titres universitaires

- **2022 — Agrégation de droit public, Section 02.**
- **2020 — Qualification aux fonctions de maîtresse de conférences, Section 02 – droit public.**
- **2019 — Docteure en droit public, Université Paris II Panthéon-Assas.**

Thèse : *La responsabilité sans faute de l'Union européenne*, sous la direction de Monsieur Fabrice Picod, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas.

Soutenue le 8 novembre 2019, 29 rue Saint-Guillaume, 75 006, Paris, devant un jury composé de Madame Brunessen Bertrand, Professeure à l'Université Rennes I (rapporteur) ; Monsieur Benoît Delaunay, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas ; Monsieur Paul Nihoul, Professeur à l'Université catholique de Louvain, Juge au Tribunal de l'Union européenne (rapporteur) ; Monsieur George Vandersanden, Professeur émérite à l'Université libre de Bruxelles.

Mention très honorable avec les félicitations du jury, thèse proposée pour l'obtention d'un prix de thèse et pour la publication.

Mention de prix de thèse de l'Université Paris II Panthéon-Assas.

- **2012 — Master 2 (recherche) Droit de l'Union européenne,** Université Paris II Panthéon-Assas.

- **2011 – Master 1 Droits européens,** Université Paris II Panthéon-Assas.

- **2010 — Licence en droit,** Université Paris II Panthéon-Assas.

- **2007 — Baccalauréat série L,** mention bien, Lycée Saint-Sulpice, Académie de Paris.

◆ Travaux

Spécialités : Droit institutionnel de l'Union européenne, contentieux européens, politiques européennes.

- **Ouvrage**

- *La responsabilité sans faute de l'Union européenne*, Collection de Droit de l'Union européenne – Thèses, Tome 66, Bruxelles, Bruylant, 2021, 544 p.

- **Articles**

- « Les régions pauvres de l'Union européenne », *RDIA,* 2023, à paraître.
- « Vers un bouleversement de l'architecture juridictionnelle de l'Union européenne ? Étude sur les implications du transfert partiel de la compétence préjudicielle au Tribunal de l'Union européenne », *ADUE*, 2023, à paraître.
- « Environnement, protection des consommateurs et responsabilité civile en droit de l'Union européenne », *La protection des consommateurs au XXIe siècle,* Tome 2, Bruxelles, Bruylant, à paraître.
- « Principe *de minimis* et appréciation des préjudices dans les recours en réparation », coll. colloques, Bruxelles, Bruylant, 2023, à paraître.
- « Quelle qualification jurisprudentielle pour les transitions ? Libre réflexion sur la qualification juridique que la Cour de justice de l'Union européenne pourrait donner à l'impératif politique de transitions jumelles que l'Union s'est donné », communication à au Congrès de l'Association française d'études européennes, *Relance(s) et Transition(s), un nouvel âge de l'intégration ?,* Rouen, 8 et 9 juin 2023, à paraître.
- « Le rôle du Parlement européen dans le développement du droit européen des investissements », *in* Maurel R., *Nouveau regard sur le droit des investissements, Travaux du Centre de recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux,* n° 59, 2023.
- « Les libertés économiques européennes et les droits de préemption des collectivités territoriales », *Urbanisme et Aménagement*, n° 53, 2022, pp. 35 à 39.
- « La démission des commissaires européens, instrument de leur responsabilité éthique », *Revue trimestrielle de droit européen*, janvier-mars 2021, pp. 13 à 32.
- « L'absence d'identification par le droit de l'Union européenne des acteurs étatiques dans la formation de la position de l'État devant la Cour de justice de l'Union », *Revue de l'Union européenne*, n° 648, 2021, pp. 271 à 274.
- « Les principes de la responsabilité extracontractuelle de l'Union européenne du fait de son activité administrative », *in* M. Amilhat (dir.), *Les concepts fondamentaux et les principes directeurs du droit administratif européen*, Cahiers Jean Monnet, Éditions des Presses de Toulouse 1 Capitole, 2021, pp. 449 à 476.
- « Les obstacles à l'engagement de la responsabilité non contractuelle dans le contentieux de la responsabilité administrative de l'Union européenne », *in* M. Blanquet, J. Teyssedre (dir.), *Cohérence et pluralité du contentieux administratif européen*, Cahiers Jean Monnet, Presses universitaires de Toulouse 1 Capitole, 2021, pp. 115 à 134.
- « Tribune : CJUE et Airbnb : la messe est-elle dite ? », en collaboration avec Alice Fuchs-Cessot, *Revue de droit de l'immobilier*, n° 3, mars 2020, p. 273.
- « Réflexions préliminaires sur les approches non juridiques de la Constitution », en collaboration avec Lauréline Fontaine, Olivier Peiffert, Tania Racho *in* L. Fontaine (dir.), *Lire les Constitutions*, Paris, L'Harmattan, 2019, pp. 11 à 36.
- « Mesures d'austérité et droits fondamentaux devant la Cour de justice de l'Union européenne et la Cour européenne des droits de l'Homme : exception ou inadaptation ? », en collaboration avec Pauline Corre, *Revue des affaires européennes*, 2018, n° 2, pp. 289 à 318.
- « Le partage des données génétiques : un nouveau capital », en collaboration avec Henri-Corto Stoeklé, Philippe Charlier *e. a., Médecine Science,* 2018, n° 34, pp. 735 à 739.
- « La propriété des données génétiques », en collaboration avec Henri-Corto Stoeklé, Mauro Turrini *e. a., Médecine Science,* 2018, n° 34, pp. 1100 à 1104.
- « Les usages des décisions de l'Organe de règlement des différends de l'organisation mondiale du commerce par la Cour de justice de l'Union européenne », *Geneva Jean Monnet Working Papers,* 19/2016, pp. 1 à 40, (en ligne sur www.ceje.ch).

- **Notes d'arrêts**

- « La Cour de justice, gardienne vigilante du droit à la protection des données à caractère personnel : À propos de la notion de dommage réparable et sur les conditions de son évaluation dans l'arrêt CJJUE, 4 mai, 2023, *UI c/Österreichische Post AG* », *RDLF,* 2023, chron. n° 44, https://revuedlf.com/droit-ue/la-cour-de-justice-gardienne-vigilante-du-droit-a-la-protection-des-donnees-a-caractere-personnel-a-propos-de-la-notion-de-dommage-reparable-et-sur-les-conditions-de-son-evaluation-dans-l/
- « Le juge national et les procédures administratives européennes composites en matière de contrôle des concentrations : note sur l'ordonnance de référé du Conseil d'État français du 1er avril 2021*, Grail/Illu*mina », *Ius publicum*, n° 2/2020, pp. 1 à 30, (disponible en ligne sur www.ius-publicum.com).
- « La planification territoriale et la directive Services », *Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat*, 2019, Paris, Le Moniteur, pp. 71 à 97.
- « L'impossible indemnisation des utilisateurs du système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre : un exemple d'irresponsabilité de l'Union », *Revue des affaires européennes,* 2014/3, pp. 649 à 656.

- **Notes bibliographiques**

- Claire Kilpatrick, Joanne Scott, *Contemporary Challenges to EU Legality* 2021, Oxford University Press, 181 p., *Revue trimestrielle de droit européen*, à paraître.
- Alexandra Bensamoun, Brunessen Bertrand (dir.), *Le règlement général sur la protection des données : aspects institutionnels et matériels*, Paris, Mare & Martin, coll. Droit & Science Politique, 258 p. ISBN — 978-2-84934-447-7 », *Revue trimestrielle de droit européen,* n° 2021, p. 497.

- **Chroniques**

- Chronique « Généralités », Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat, 2019, Paris, Le Moniteur, pp. 100 à 106.
- Chronique « Généralités », Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat, 2020, Paris, Le Moniteur, pp. 63 à 70.

- **Communications sans publication**

- « Le soutien public aux entreprises comme moyen d'action des collectivités territoriales contre les conséquences de la pandémie : l'exemple de la *Coop des masques* ».
- « Le droit à réparation pour les dommages causés par l'Union européenne : un droit subjectif effectif ? » Journée d'études des juristes de l'université polytechnique des Hauts-de-France, *La pulvérisation du droit par les droits subjectifs,* 1er juin 2023.
- « La conditionnalité environnementale dans les cadres temporaires en matière d'aide d'État pour répondre aux crises », communication lors du colloque *La protection de l'environnement entre les compétences de l'Union européenne et le principe d'intégration*, lundi 12 mai Université Frederico II, Naples.